

TIZI-RACHED

Rencontre avec "Yessis Idurar"

Le collectif de femmes regroupées autour de l'association Yessis Idurar a choisi la célébration de Yennayer pour rendre hommage aux héroïnes de la guerre de Libération et à toutes les femmes rurales. Ces "oubliées de la société" étaient au rendez-vous durant toute cette semaine culturelle, où expositions de produits du terroir, témoignages se mêlaient au cadre festif de cette rencontre, avec la participation d'autres associations féminines de Yemma Gouraya, Djurdjura, Boumerdès, Médéa et Tougourt.

Il n'en fallait pas plus de moyens à ce collectif pour braver les paradoxes qui frappent encore la société, "nihiliste". A Tizi-Rached, comme partout ailleurs, où les revendications sociales ou culturelles demeurent exclusivement la propriété masculine, organiser une manifestation culturelle et "féministe" n'est pas une sinécure. Djamilia Haddak, la présidente de Yessis Idurar,

était obligée de sillonner les petits bourgs de Tizi-Rached pour collecter les fonds et s'assurer du soutien des familles. "Maison par maison, j'ai tapé à leur porte pour faire la quête, en fonction des moyens de chacune d'elles."

Cette dame, au dynamisme éblouissant, sait très bien que la municipalité "ne fait plus partie de ces institutions sur qui compter, malgré qu'elle dorme sur des milliards". "Nous l'avons sollicitée plusieurs fois", dit-elle.

Le courage débordant, la prise de conscience en permanence et son implication, bon gré mal gré, dans les différents combats, "pas spécialement politiques", tous ces atouts font avancer cette militante dans son combat pour la défense des droits de la femme, à faire sortir de ses ghettos la moitié des populations rurales composées de femmes, des gardiennes des traditions, même si d'autres ont la chance de quitter le microcosme villageois. Yessis

Idurar, qui regroupe des jeunes dames jusqu'aux septuagénaires, ont choisi, en marge de cette rencontre, de faire sortir de l'anonymat une grande dame de Tizi-Rached décédée il y a deux ans à l'âge de 98 ans.

Farroudja Berkous, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, n'est pas n'importe qui dans ce village.

Il n'y a que sa fille, Ouiza, la soixantaine, qui peut narrer un petit bout de sa longue vie de militante et d'héroïne de la Révolution. Une Hassiba Ben Bouali locale. Sa fille retrace les longues années que sa mère a vécues en prison. La dernière fois où elle a été arrêtée, c'était dans une maison à Tizi-Rached, elle avait sur elle une baguette de pain dans laquelle elle cachait des pièces de monnaie au profit des frères du combat.

Elle a été sur le coup vendue. "Durant toute la période de la guerre, elle a séjourné cinq fois en prison. Elle a connu aussi

Barberousse. Son dernier séjour a pris fin six mois après le cessez-le-feu.

A sa libération, alors qu'elle gardait encore sa verve de combattante, elle avait organisé au village avec d'autres compagnons encore en vie un défilé. Elle n'avait pas connu les joies de la Libération. "L'amertume et la déception emboîtent le pas au long récit de sa fille. Mise à part la petite pension, qu'a-t-elle gagné, de quoi a-t-elle hérité ? C'est un peu le sort réservé à l'Algérie d'après-1962. L'idéal a été travesti.

Les années de l'indépendance, la grande moudjahida de Tizi-Rached les a consacrées, à l'instar d'autres vieilles du village, au travail de la terre. "Elle demeure, jusqu'à sa mort, la grande oubliée des cérémonies grandiloquentes des officiels", soupire sa fille, qui s'affaire, avec d'autres "Yessis Idurar", à préparer le grand couscous de Yennayer.

J.-L. Hassani

SINISTRES

DU 21 MAI 2003

Nouvelles dispositions pour les habitations classées "rouge"

Le wali de Boumerdès, M. Bedrici, a réuni les présidents des APC de la wilaya en vue de leur donner des nouvelles directives relatives à l'aide accordée par l'Etat — décision du gouvernement qui a édité, à cet effet, le décret exécutif n° 03/314 du 6 septembre 2003 — aux sinistrés dont les habitations ont été détruites par le séisme du 21 mai de la même année ou tout simplement classées "rouge", donc à démolir.

En effet, la majorité des postulants à cette aide bute sur une difficulté insurmontable, à savoir la disponibilité d'un acte de propriété du terrain à bâtir. Et pour cause, la Caisse nationale du logement (CNL) réclame, aux termes de l'article 4 dudit décret, pour la constitution des dossiers des demandeurs, l'acte de propriété et le permis de construire. Autant dire que toute possibilité d'aide est rendue caduque du fait que la majorité des postulants, notamment ceux des zones rurales, ne disposent pas de cet acte, encore moins du permis de construire, pour lequel le premier document est exigé par la réglementation aux auto-construits pour son obtention.

Les sinistrés se sont plaints à diverses occasions de cet écueil bureaucratique. De son côté, le premier responsable de la wilaya avait répercuté ce problème au niveau des hautes autorités du pays. Sur ce, le Conseil ministériel du 4 janvier 2005 a pris quelques dispositions allant dans le sens de l'allègement de la procédure concernant les wilayas touchées par le séisme de mai 2003.

Dorénavant, le certificat de possession qui, rappelons-le, existe dans la nomenclature des documents régissant le foncier en Algérie remplacera le fameux acte de propriété. En l'absence de documents officiels, nous nous sommes approchés de certains P/APC pour en savoir plus.

Il ressort que dans le cas où le postulant à l'aide de 1 million de dinars et l'obtention du permis de construire réside dans une commune non cadastrée, le maire de la localité en question sera habilité à délivrer, après enquête, ce certificat de possession individuel ou collectif pour les parcelles familiales.

Deuxième cas de figure, la requête émane d'un candidat habitant dans une commune cadastrée, le demandeur introduit alors sa requête auprès du conservateur foncier de la wilaya. Cette demande sera étudiée par une commission ad hoc au niveau de la wilaya. Dans les deux cas de figure, la fiche technique de diagnostic du CTC est obligatoire.

A l'occasion, les P/APC ont été instruits pour réduire les délais et permettre aux citoyens intéressés d'entamer rapidement la reconstruction de leur habitation. En tout état de cause, cette nouvelle formule permettra incontestablement à un grand nombre de sinistrés de faire avancer leur projet de reconstruction, mais elle ne dénouera pas tous les problèmes. Il est aussi à espérer que cette facilité n'ouvre pas davantage la brèche aux trafiquants pour dévier cette solidarité de l'Etat envers ses administrés.

Abachi L.

CRIMINALITE

Parricide à Kouba

Un père de famille a été tué par sa propre progéniture au quartier dit l'Appréval, à Kouba (Alger). Selon les premiers éléments de l'enquête, la victime est décédée suite à un coup porté à la tête à l'aide d'un objet contondant. A en croire le voisinage, les meurtriers ont également tenté de découper le corps pour le faire sortir en petits morceaux dans des sachets.

Aussitôt avertis, les éléments de la police se sont rendus sur les lieux. Les enfants de la victime (deux fils et une fille) ont été arrêtés pour les besoins de l'enquête. Des indiscretions

recueillies sur place assurent qu' hormis un hématome visible sur le crâne, la victime ne semblait pas avoir subi de violence.

Cet élément suppose que le père de cette famille a été assassiné durant son sommeil. Les membres de la famille du défunt racontent que le jour du crime, ils avaient remarqué la présence inhabituelle de sa fille devant le bas de la porte de la maison familiale. Ils expliquent aussi qu'avant que l'affaire ne s'ébruite, l'un des fils de la victime est sorti précipitamment de la maison. Le même témoignage affirme que ce der-

nier est allé demander les services d'un taxi clandestin avant de revenir plus tard avec des sachets noirs et un emballage en carton. Le corps devait être transporté à Baraki, révélera un des frères de la victime.

Celui-ci expliquera aussi que le principal auteur du parricide est un ancien gendarme révoqué. L'autre enfant mis en cause était, lui, employé à l'hôpital de

Aïn-Naâdja et après à Birtraria, avant d'être licencié. Il est à signaler que le mobile du crime n'a pas encore été élucidé.

Si certains parlent d'une histoire d'héritage, d'autres soutiennent que les vraies raisons de ce crime seront dévoilées en temps opportun. L'affaire est actuellement entre les mains de la justice.

A. G.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION
SUR LA RN5

Deux morts et deux blessés

Samedi dernier, à 4h48, un grave accident de la circulation a eu lieu au niveau de la RN5, à la sortie ouest de la commune d'El-Esnam, 12 km à l'est de Bouira, faisant deux morts et deux blessés graves.

D'après des informations concordantes, l'accident s'est produit lorsqu'un camion de gros tonnage venant de Béjaïa est entré en collision avec un fourgon de marque J5 allant vers Sétif et à bord duquel voyageaient trois personnes. Après avoir percuté le fourgon tuant sur le coup les deux voyageurs qui occupaient les sièges avant et

blessé grièvement le troisième à l'arrière du véhicule, le chauffeur du camion, qui a dérapé et percuté un arbre, s'est retrouvé lui aussi grièvement blessé.

Les éléments de la Protection civile de Bouira ont intervenu quelques minutes plus tard, pour évacuer les morts et les blessés vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira.

Dans l'après-midi, une source hospitalière indiquait que l'un des deux blessés se trouvait au niveau du service orthopédie alors que le deuxième était toujours en observation.

Y. Y.

UNE ASSOCIATION LOCALE

EST NEE

Les journalistes correspondants de Djelfa s'organisent

Après une longue période de tractations quelques fois mouvementée, la presse locale s'organise à Djelfa. Finalement, les tentatives de miner l'initiative sincère de regroupement de tous les représentants de quotidiens nationaux dans les deux langues ont échoué. C'est grâce à la ferme volonté de quelques-uns et à leur foi inébranlable en la mission d'informer que pas moins d'une vingtaine de journalistes se sont réunis dernièrement pour élire un bureau conformément aux dispositions légales régissant les associations. Les travaux ont débouché sur la consécration officielle du bureau en présence d'un huissier de justice.

Abdelkader Zighem

AVIS DE DECES

Les familles Bachir-Chérif, Bouabid, Derridj, Bourenane et Khiris ont la douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée mère et grand-mère

Mme Veuve Bachir-Chérif Zahia née Bouabid
à l'âge de 91 ans, survenu le 11 janvier 2005. La levée du corps se fera de son domicile sis 13, rue Mohamed-Sahnoun - El Biar Alger. L'enterrement aura lieu au cimetière de Ben Aknoun.

CONDOLEANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie* très affectés par le décès de

Mme veuve Bachir-Chérif Zahia née Bouabid
mère de leur confrère et ami **Bachir-Chérif Hacène** lui présentent, ainsi qu'à sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.